



**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
ENTRE TROYES CHAMPAGNE METROPOLE, LA COMMUNE DE TROYES, LE CENTRE MUNICIPAL
D'ACTION SOCIALE DE TROYES ET LA MAISON DU BOULANGER
EN VUE DU LANCEMENT DU MARCHE PUBLIC RELATIF A L'ACHAT
DE PRESTATIONS DE FORMATION**

Vu le code de la commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019,

Vu la délibération n° du **Conseil Communautaire de Troyes Champagne Métropole**
du autorisant Monsieur le Président à signer la présente convention constitutive
de groupement de commandes ;

Vu la délibération n° du **Conseil d'administration du Centre municipal
d'action sociale de Troyes (CMAS)** du autorisant Monsieur le Président
à signer la présente convention constitutive de groupement de commandes ;

Vu la délibération n° du **Conseil d'administration de la Maison du
Boulangier de Troyes (EPA)** du autorisant Monsieur le Président à
signer la présente convention constitutive de groupement de commandes ;

Vu la délibération n° du **Conseil municipal de la Commune de Troyes**
du autorisant Monsieur le Maire de Troyes à signer la présente
convention constitutive de groupement de commandes ;

Considérant que **l'article L2113-6 du code de la commande publique** permet aux
acheteurs publics de constituer des groupements de commandes afin de passer
conjointement un ou plusieurs marchés publics.

Considérant que les entités ont un intérêt commun à s'associer afin de retenir des
opérateurs économiques communs chargés **de réaliser des prestations de formation.**

Considérant qu'il y a lieu de faire application des dispositions susvisées et de créer,
entre Troyes Champagne Métropole, la Commune de Troyes, le CMAS de Troyes et la
Maison du Boulanger un groupement de commandes pour le lancement de cette
consultation de marché public ;

Considérant qu'il y a lieu, dès lors, de définir les modalités de fonctionnement de ce
groupement conformément à l'article L2113-7 du code précité ;

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ LES DISPOSITIONS CI-APRÈS EXPOSÉES :

Article 1^{er} : Objet de la convention constitutive de groupement de commandes

La présente convention porte sur la création d'un groupement de commandes entre
Troyes Champagne Métropole, la commune de Troyes, le CMAS et la Maison du

Boulangier en vue du lancement de cette consultation de marché public relative aux prestations décrites à l'article précédent le respect des règles applicables aux collectivités territoriales posées par le code de la commande publique.

Article 2 : Prestations objets de la constitution du groupement de commandes

Troyes Champagne Métropole, la Commune de Troyes, le CMAS et la Maison du Boulangier envisagent de constituer un groupement de commandes ayant un intérêt commun à s'associer afin de retenir un prestataire **dans le cadre de besoins transversaux, besoins ainsi mutualisés.** Aussi, les acheteurs décident de se regrouper pour obtenir des conditions plus avantageuses tant économiquement que techniquement.

La présente consultation a pour objet pour chaque entité **la réalisation des prestations de formation.**

Article 3 : Règles applicables au groupement

Le groupement sera soumis, pour la passation de cet accord-cadre, au respect des règles applicables aux collectivités territoriales posées par le code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la Commande Publique, le projet de convention constitutive, annexé à la présente, définit les règles de fonctionnement de ce groupement de commandes.

La Commune de Troyes assumera le rôle de coordonnateur du groupement et aura, à ce titre, la charge de définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation, d'élaborer le dossier de la consultation, d'exercer l'ensemble des opérations de sélection des attributaires jusqu'à la notification de des accords-cadres.

Une fois chaque accord-cadre notifié, chaque membre l'exécutera en son nom propre.

► Détail de la consultation lancée en procédure formalisée

I/ Intitulé exact de l'accord cadre

« Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande relatif à l'achat de prestations de formation pour les agents de la Ville de Troyes, de Troyes Champagne Métropole (TCM), du Centre Municipal d'Action sociale de la Ville de Troyes (CMAS) et de la Maison du Boulangier (EPA) ».

II/ Allotissement

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre est décomposé en 21 lots définis ci-après.

En application de l'article R.2113-1 du Code de la Commande Publique, les candidatures peuvent concerner un ou plusieurs lots. Les candidats doivent présenter une offre distincte pour chaque lot auquel ils répondent.

III/ Caractéristiques de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5, de l'article R.2162-4-2° du Code de la Commande Publique, la consultation donnera lieu à la conclusion d'un **accord-cadre mono-attributaire alloti à bons de commande avec un montant maximum annuel pour chaque membre du groupement fixé comme suit** :

Lot (s)	Ville de Troyes Montant maximum HT annuel	TCM Montant maximum HT annuel	Maison du Boulanger Montant maximum HT annuel	CMAS Montant maximum HT annuel
Lot n° 1 – Autorisations de conduite	10 000 €	5 000 €	3 000 €	Pas de besoin
Lot n° 2 – Travail en hauteur	8 000 €	3 000 €	6 000 €	Pas de besoin
Lot n° 3 – Habilitations électriques	10 000 €	8 000 €	3 000 €	1 000 €
Lot n° 4 – Sécurité incendie et secours à personnes (SSIAP)	6 000 €	5 000 €	4 000 €	2 000 €
Lot n° 5 – Sauveteur secouriste du travail	4 000 €	3 000 €	1 000 €	1 000 €
Lot n° 6 – Amiante	4 000 €	3 000 €	Pas de besoin	Pas de besoin
Lot n° 7 – Autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)	5 000 €	4 000 €	Pas de besoin	Pas de besoin
Lot n° 8 – Incendie	6 000 €	3 000 €	2 000 €	1 000 €
Lot n° 9 – Permis de conduire (4 roues)	12 000 €	12 000 €	Pas de besoin	Pas de besoin
Lot n° 10 – CATEC	7 000 €	15 000 €	Pas de besoin	Pas de besoin
Lot n° 11 – Premiers secours en équipe (PSE)	3 500 €	Pas de besoin	Pas de besoin	Pas de besoin
Lot n° 12 – Premiers secours (PSC)	2 000 €	2 000 €	1 000 €	450 €
Lot n° 13 – Certiphyto	4 000 €	4 000 €	Pas de besoin	Pas de besoin
Lot n° 14 – Gestes qui sauvent (GQS)	6 000 €	3 000 €	1 000 €	1 000 €
Lot n° 15 – Atmosphère explosive (ATEX)	5 000 €	10 000 €	Pas de besoin	Pas de besoin
Lot n° 16 – Risques chimiques	5 000 €	10 000 €	Pas de besoin	Pas de besoin
Lot n° 17 – Certibiocide	7 000 €	5 000 €	Pas de besoin	1 000 €
Lot n° 18 – Tests psychotechniques pour la conduite	1 000 €	1 000 €	Pas de besoin	Pas de besoin
Lot n° 19 – Prévention des risques liées à l'activité physique (PRAP)	5 000 €	4 000 €	2 000 €	1 500 €
Lot n° 20 – Permis de conduire : scooter 125 cm³	4 000 €	Pas de besoin	Pas de besoin	Pas de besoin
Lot n° 21 – Logiciels PAO	6 300 €	6 300 €	1 000 €	Pas de besoin
Lot n° 22 – Accroche, levage et structures	15 000 €	15 000 €	5 000 €	Pas de besoin

Chaque accord-cadre sera traité à prix unitaires sur la base d'un bordereau des prix unitaires selon les quantités réellement exécutées.

A chaque survenance d'un besoin d'un membre du groupement de commandes, le titulaire sera sollicité par l'émission d'un bon de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du code susmentionné.

IV/ Durée de l'accord-cadre

L'accord cadre sera conclu **pour une période d'un an à compter du 1^{er} janvier 2027**.

Conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique, **l'accord-cadre est reconductible 3 fois pour une période d'un an**, sans que la durée maximale de l'accord-cadre ne puisse excéder 4 ans. En outre, le titulaire ne pourra refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Si l'entité décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, elle adressera au titulaire, un mois avant son échéance, en recommandée avec accusé de réception ou via son profil d'acheteur, une lettre de non-reconduction.

V/ Procédure utilisée

Au vu de l'estimation tous lots confondus s'élevant à **294 050 € HT**, pour toutes les entités et sur toute la durée de l'accord-cadre reconductions comprises, **la procédure utilisée est celle de la procédure de l'Appel d'offres ouvert** en application des articles L.2124-2, L.2125-1-1°, R.2124-2 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

A titre indicatif, les montants des besoins estimés sur toute la durée du marché pour chaque membre du groupement se déclinent comme suit :

- Commune de Troyes : **135 800 € HT**
- Centre Municipal d'Action Sociale de Troyes : **6 950 € HT**
- Communauté d'agglomération de Troyes Champagne Métropole : **121 300 € HT**
- La Maison du Boulanger : **30 000 € HT**

Article 4 : Coordonnateur du groupement de commandes

D'un commun accord, il est convenu entre les parties que la Commune de Troyes « Acheteur » notion définissant le pouvoir adjudicateur au sens de l'article L1211-1 du code de la commande publique, assurera les fonctions de coordonnateur du groupement.

Elle sera chargée de mener toute la procédure de passation jusqu'à la notification desdits marchés.

Le siège du coordonnateur est situé Mairie de Troyes, Hôtel de Ville, Place Alexandre Israël, B.P 767 10026 Troyes cedex.

Article 5 : Missions du Coordonnateur

Conformément à l'article L2113-7 du code de la commande publique, le coordonnateur sera chargé de définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation. A cet effet, il procédera, dans le respect des règles prévues par la réglementation relative aux marchés publics en vigueur, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant du groupement.

Article 5.1 : Etablissement des documents de consultation des entreprises

Le coordonnateur assurera l'élaboration de l'ensemble des documents de la consultation en vue de la sélection d'un prestataire de services, incluant la rédaction de l'avis d'appel à la concurrence, du cahier des clauses techniques particulières, la rédaction du règlement de la consultation ainsi que l'ensemble des pièces administratives.

Le cahier des charges concernant les besoins des membres du groupement sera validé par ces derniers avant le lancement de l'appel à la concurrence. A cette fin, la Commune de Troyes transmettra, par tout moyen, le dossier de consultation des entreprises à chaque membre du groupement, afin qu'ils le valident.

Article 5.2 : Organisation des opérations de sélection de l'opérateur économique

Le coordonnateur assure l'ensemble des opérations de sélection de l'opérateur économique, à savoir notamment :

- rédaction et envoi de l'avis d'appel à la concurrence ;
- secrétariat de la commission chargée de désigner le titulaire du marché public ;
- information des candidats ;
- signature et notification du marché public avec le prestataire retenu.

Il est convenu que l'analyse des propositions se fera en collaboration avec **les services des trois autres entités.**

Article 5.3 : Exécution du marché public

Il est entendu que chaque membre du groupement exécutera en son nom propre le marché public.

Chaque pièce contractuelle de marché sera signée avec l'attributaire retenu dans le cadre de cette consultation, avec indication de la répartition des besoins de chacun.

Article 5.4 : Actions en justice du groupement

Le représentant du coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement de commandes pour la procédure dont il a la charge. Il informe et consulte les membres de sa démarche et son évolution.

Article 6 : Obligations des membres du Groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- transmettre un état de ses besoins dans les quinze jours suivant la réception d'une demande en ce sens ;
- respecter le choix du titulaire du marché public.

Article 7 : Constitution de la Commission d'Appel d'Offres

Conformément aux dispositions de l'article L.1414-2 du code général des collectivités territoriales, le titulaire du marché sera choisi par la Commission d'Appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L.1411-5.

En application des dispositions de l'article L.1414-3-II du code général des collectivités territoriales, la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) sera celle du coordonnateur du groupement, à savoir la commune de Troyes.

La C.A.O. du groupement sera présidée par le Président de la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur.

En outre, participeront également à la réunion de la Commission d'Appel d'Offres, avec voix consultative :

- Le représentant du Service en charge de la Concurrence ;
- Le Comptable Public de la Commune de Troyes.

Article 8 : Durée du Groupement

Le groupement est conclu à compter de la date de signature du présent acte par **les quatre entités** jusqu'au terme du marché public (reconductions comprises).

Article 9 : Retrait

Le retrait d'un membre devra respecter la procédure suivante : la partie souhaitant se retirer enverra une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure aux autres membres du groupement, invitant ces derniers à présenter leurs observations sur les motifs invoqués pour justifier le retrait.

Chaque membre disposera de quinze jours à compter de la réception de ladite lettre recommandée pour présenter ses observations. A l'expiration de ce délai, la partie souhaitant se retirer pourra, si elle n'a pas changé sa position, le faire de plein droit par simple envoi aux autres parties, d'une lettre recommandée avec accusé de réception en ce sens.

Article 10 : Dispositions financières

La mission du Coordonnateur, agissant en tant que coordonnateur du groupement de commandes, ne donne pas lieu à rémunération.

Troyes Champagne Métropole, le CMAS et la Maison du boulanger rembourseront à la Commune de Troyes à hauteur de la 1/4 les frais liés à la consultation tels que les frais de publicité inhérents à la consultation, que la Commune de Troyes aura acquittés au titre de son rôle de coordonnateur.

Article 11 : Responsabilités

Chaque membre est responsable, pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention constitutive de groupement de commandes.

Le Coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable, sauf cas de force majeure, vis-à-vis des tiers, de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

Article 12 : Modifications de l'acte constitutif

Toute modification du présent acte donnera lieu à la conclusion d'un avenant, devant être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

La modification ne prend effet que lorsque tous les membres du groupement auront approuvé les modifications.

Article 13 : Litiges

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera porté pour sa résolution devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, après épuisement des voies de recours amiables.

Fait en un seul exemplaire sans rature ni surcharge

Pour Troyes Champagne Métropole

Pour la Commune de Troyes

Pour le Centre Municipal d'Action sociale de Troyes

Pour la Maison du Boulanger (EPA)